

Les statistiques parviennent à mesurer l'inégalité globale, l'inégalité entre les pays et l'inégalité au sein des pays. *L'inégalité globale*, d'un point de vue historique, a augmenté jusqu'aux années '70, puis elle a été plafonnée jusqu'aux années 2000. L'émergence a initié un processus de rattrapage (*catch-up*) de la part d'autres pays par rapport aux pays toujours considérés comme développés (en particulier la Chine et l'Inde), et une certaine convergence entre les pays, en termes de PIB / habitant, semble avoir conduit à une légère diminution de l'inégalité globale, mais elle reste significative. L'effet actuellement observable est que, à mesure que les inégalités entre les pays diminuent, les inégalités à l'intérieur des pays augmentent. Ce qui est préoccupant, c'est ce dernier aspect des inégalités, au niveau et à l'intérieur des pays, et, dans les conditions de l'acceptation (encore) de la suprématie des Etats-nations souverains en conflit avec la globalisation, l'instabilité politique et sociale au niveau des Etats devient un risque pour la sécurité globale.

Sans doute, la question des inégalités a été précipitée, du point de vue de la perception, par la crise financière et ses effets au niveaux global et au niveau des Etats. Dans ce que nous appelons la composition de l'inégalité globale, même sur le fond d'une convergence déjà évoquée, on voit toutefois la persistance de grandes différences entre les moyennes des revenus par pays.

**2.3. Globalisation et populisme.** Le populisme est, selon Martin Sandbu<sup>6</sup>, par exemple, comme la vague qui dépasse l'expression de la manière dont la politique est faite, et non pas son fond ou son contenu. Les aspects de démagogie adressée à ceux qui veulent éliminer l'ordre actuel au sein d'un Etat prévalent. A ceux-ci s'ajoutent les messages forts d'anti-globalisation, de nationalisme et de nativisme, un activisme étatique de type keynésien, en exacerbant l'aversion envers les règles fondamentales des décisions de politique économique. On dit que le marché va amendera de tels dérapages, à condition qu'il reste libre en termes d'initiative et de concurrence.

---

<sup>6</sup> Sandbu, Martin, 2016, *What is populism?* dans *Free Lunch*, *Financial Times*, 2 décembre.

Le plus grand danger du populisme de notre temps, dit Sandbu, est «la croissance de l'impatience face à l'habileté des politiciens de résoudre immédiatement les problèmes et l'oubli des effets à long terme de certaines décisions ad hoc, en éludant les principes de fonctionnement des institutions de l'Etat». Peut-être que bon nombre des prétentions du populisme ont une base réelle, à savoir la nécessité de réduire la vulnérabilité d'une économie nationale face aux effets de la globalisation, parmi lesquels figurent déjà la réaction aux accords de commerce (le cas des Etats-Unis), le fonctionnement de l'euro dans l'UE (Le Pen dit que l'euro est un couteau planté dans le dos des citoyens français), mais surtout à la gestion des finances globales. Le populisme actuel appartient au radicalisme de droite, étant focalisé sur la classe ouvrière, mais vue par le prisme ethnique aussi. Le populisme radical de gauche, anti-globaliste, mettait l'accent, à son époque, sur les besoins de la classe ouvrière sans distinction ethnique, de nationalité, et il était même en faveur de l'immigration. L'exemple de la Grande-Bretagne, par les arguments du Brexit, est significatif si on poursuit les débats contradictoires entre les représentants du Parti travailliste et ceux du Parti indépendant.

L'intervention de l'Etat semble une nécessité, mais en temps de crise il y a beaucoup d'arguments qui éveillent le populisme comme réaction à l'incapacité de l'élite politique de soutenir des mesures économiques expansionnistes, dans des conditions d'austérité imposée par les déséquilibres majeurs, internes et externes d'une économie. *Le populisme conduit à l'échec*, disent de nombreux analystes, *car il contient ses propres contradictions*. Sandbu cite Ricardo Hausmann par un texte pertinent pour l'état actuel des Etats-Unis, concluant que toujours le système fondé sur des règles et des institutions gagnera dans le temps, ce que tout homme puissant essaierait de faire par un mouvement populiste. Le mouvement populiste peut temporairement gagner, mais le temps prouvera son échec, après que **des ressources précieuses seront dissipées sans effets positifs dans le temps, ni même pour ceux qui les ont gérées.**

Michael Spence<sup>7</sup>, économiste américain, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, parle de ce que le populisme apporte comme certitudes que nous

---

<sup>7</sup> Spence, Michael, 2017, *Four Certainties about Populist Economics*, Project Syndicate, 25 janvier.

ne pouvons pas omettre dans une analyse sérieuse. La globalisation a produit une polarisation croissante de la société, entrant pratiquement dans une matrice persistante de l'inégalité depuis même les années '80, avec une accélération évidente après les années 2000. Evidemment, la réponse des pays a été différente, par des politiques économiques supposées spécifiques (une meilleure redistribution par le système des taxes, des moyens de protection sociale combinés à un système éducatif plus alerte aux modifications de la demande sur le marché du travail, etc.), mais reflétant des traditions culturelles, notamment en termes de pouvoir de négociation entre les syndicats, le patronat et le gouvernement.

Les certitudes évoquées par Spence (*le besoin d'investissements, la reconnexion de l'inflation avec la croissance économique, la récupération de la réputation des entreprises nationales sur le territoire national, l'inclusion dans la tendance de la technologie*) ont la connotation qu'elles doivent se produire si l'on veut un apaisement de la situation de l'économie globale à long terme, chaque pays ou groupe de pays étant conscients, par des politiques appropriées, quelle est la voie à suivre. Ainsi, on peut confirmer ou non l'optimisme précaire qu'on expérimente actuellement, mais qu'il n'est pas certain qu'il puisse mettre (encore) une base sérieuse pour une croissance économique robuste, capable d'absorber le chômage structurel et celui des jeunes, et l'évitement d'un protectionnisme annoncé, bien que reconnu comme perdant.

Sans doute, l'exacerbation du populisme ne peut être dissociée de la résurgence du nationalisme, le premier étant une expression aussi raffinée de l'opposition par rapport aux ingérences apportées par la globalisation (et l'intégration), que motivée par le sentiment de la perte graduelle de souveraineté par des accords consensuels, ou comme effets objectifs acceptés au compte de certains avantages.

La question du populisme, couplée au nationalisme économique, est traitée par de nombreuses personnes à la lumière des mêmes causes. Seules les nuances, vues par l'étroitesse des restes de certaines idéologies qui convergent dans le dernier temps, créent de petites différenciations qui peuvent enrichir les grandes approches qu'il faut atteindre. Ce qui est

d'ailleurs intrigant, c'est que l'appel à l'histoire, à partir des préliminaires de la crise de 1929 jusqu'à nos jours, relève les mêmes leçons oubliées du passé, qui reviennent maintenant dans l'actualité seulement parce que la similitude entre les conditions et les circonstances du passé et du présent nous surprennent. D'ici, le message de se préparer pour une nouvelle crise financière ayant pour moteur la globalisation, malgré une étape de «*stop and go*». Les leçons des guerres de toute nature (financières, de change, des dettes, etc.) ou des conflagrations passées sont susceptibles de jeter de grandes ombres sur toute perspective basée sur des solutions de paix.

**2.4. Globalisation et nationalisme.** A l'époque faste de la globalisation, peu de gens ont pensé à la dégénération de ce phénomène dans un nationalisme de nature à s'opposer aux bénéfices de l'élargissement des libertés, qu'il s'agit soit des droits de l'homme, soit de la libre circulation de la main d'œuvre, des biens, des services et du capital. La globalisation a démontré combien glissant le concept de nationalisme peut devenir, notamment lorsque son contenu est donné par des politiciens d'envergure<sup>8</sup>. Le nationalisme civique a glissé, en même temps que la croissance des minorités dans tous les pays, vers la croyance dans la supériorité des races, en arrivant de la solidarité au manque de confiance dans les minorités, cause de «nombreux maux» qui s'ajoutent à une mauvaise gouvernance pratiquée par les politiciens.

L'accentuation des manifestations xénophobes au sein des Etats-nations doit être examinée très attentivement, en particulier pour l'avenir, si nous réalisons ce que le nationalisme négatif, projeté aussi par les puissances globales, peut faire. La clé du problème reste dans le jardin des Etats Unis, engagés, au moins après la Seconde guerre mondiale, dans la construction d'un monde plus sûr et plus prospère, par le soutien et l'initiative de créer des institutions universelles qui veillent à la stabilité politique et sociale du monde (l'ONU), à sa stabilité économique et financière (le GATT 49 et le FMI).

---

<sup>8</sup> Voir la rubrique *Leaders, The New Nationalism*, dans *The Economist*, 19 novembre 2016.